



Résolution de la commission exécutive du SDEN-CGT Educ'Action 93

La commission exécutive du SDEN-CGT 93, réunie le 9 mars 2001, a longuement débattu des conditions de préparation de la rentrée 2001 dans le département.

Dans les collèges, de nombreux établissements voient leur taux d'heures par élève baisser, alors que pour certains le nombre d'élèves est en augmentation. Ceci est inacceptable, d'autant qu'une tendance inquiétante à gonfler les effectifs dans les collèges est à constater. Par contre, il n'y a aucun moyens supplémentaires débloqués pour le dédoublement et la concertation. Cette situation ne peut qu'aggraver les conditions d'études et de travail des élèves et personnels.

Dans ce contexte, la proposition du ministre de l'enseignement professionnel sur le retour des classes de 4T et 3T dans les LP est une provocation. Certes, il faut pouvoir répondre à l'hétérogénéité croissante des classes. **Mais ce ne peut être en revenant à une sélection en fin de 5^e.** Il faut donner aux établissements les moyens de fonctionner notamment en réduisant les effectifs, en développant les dédoublements, en favorisant la construction de petits établissements.

De même, les nouvelles grilles horaires que le ministère prépare pour les lycées professionnels ne répondent pas du tout aux attentes des personnels et élèves. En dépit des déclarations de Mélenchon à la presse, aucun dédoublement n'est prévu en enseignement général. Les PPCP sont maintenus sous leur forme actuelle, voire renforcés alors qu'ils sont partout contestés. Nous voulons que les heures PPCP soient étiquetées heures disciplines. Nous exigeons que les heures PPCP soient utilisées pour des dédoublements. Dans certains établissements, le Rectorat réduit même les capacités d'accueil pour supprimer des dédoublements en enseignement professionnel. Enfin, ces nouvelles grilles horaires favorisent toujours une mise en place de la flexibilité et de l'annualisation tout en réduisant les heures d'enseignement dans plusieurs disciplines.

Dans les établissements on demande aux personnels de gérer la pénurie. Ce n'est pas notre conception du système éducatif. C'est pourquoi, nous ne prendrons pas part au vote dans les conseils d'administration sur les répartitions des DHG établies à partir de l'enveloppe proposée par le Rectorat. Nous appelons l'ensemble des personnels à agir pour obtenir des dédoublements, des réductions d'effectifs, la transformation des HSA en postes, l'établissement d'une DHG alternative. Nous avons une autre ambition pour le système éducatif.

Saint-Denis le 9 mars 2001